

Où est passé le "libéralisme républicain" ?



Article rédigé par *L'Homme nouveau*, le 25 mai 2020

La crise engendrée par l'épidémie de coronavirus a révélé au grand jour les difficultés qui minent notre pays depuis longtemps déjà. Elle a illustré à la fois l'incapacité de l'oligarchie dirigeante à prendre les dispositions nécessaires au bien commun, mais aussi la tentation de l'Etat de restreindre de plus en plus les libertés de ses ressortissants ; elle a montré le vrai visage du libéralisme républicain.

Incurie gouvernementale ? Si les Français ont été soumis à huit semaines d'un confinement rigoureux, c'est pour une large part parce que nos hôpitaux n'étaient pas en mesure de faire face à une crise sanitaire d'intensité médiocre : il aura suffi de cent trente mille personnes contaminées, sur soixante-sept millions d'habitants, pour que nos services hospitaliers soient saturés en Ile-de-France et dans ce grand fourre-tout territorial appelé « Grand Est ». Pourquoi ? Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, les gestionnaires ont pris le pas sur les médecins. Ils ont, au fil des années, pour des raisons comptables, supprimé des milliers de lits d'hôpitaux, au point que notre pays ne comptait plus, au commencement de l'épidémie, que cinq mille lits de réanimations dans toute la France. Où sont passées les sommes considérables prélevées au titre de la solidarité et de la sécurité sociale ? Le ministre de la Santé, Olivier Véran, compte au rang de ceux, qui, au sein du Parlement, ont approuvé toutes les suppressions de lits décidées récemment. Ajoutons à cette misère hospitalière, la délocalisation d'une partie de notre production en Chine, au nom du dogme du libre échange, ainsi que l'incapacité du gouvernement à prendre, dès janvier, des dispositions pour constituer des réserves de masques et de tests de dépistage.

Une fois investis de pouvoirs renforcés, au nom d'une urgence sanitaire ratifiée une semaine plus tard par un croupion de Parlement réduit au vingtième de sa composition ordinaire, le gouvernement s'est servi de cette dictature sanitaire pour adopter des mesures gravement contraires au bien commun. Que l'on songe à la prolongation du délai d'avortement de douze à quatorze semaines, prolongation sur laquelle le gouvernement ne reviendra pas après la fin de l'épidémie. Que l'on songe à l'ordonnance du 26 mars assouplissant fortement les conditions permettant aux sociétés de téléphonie d'installer des antennes-relais, ce qui pourrait faciliter l'installation d'une 5G pourtant dangereuse pour la santé publique.

Que l'on songe également au spectaculaire étouffement de nos libertés imposé à une population soigneusement entretenue par le système médiatique dans la peur. Si certaines de ses mesures pouvaient être justifiées par la prudence, d'autres, par leur incohérence, suggéraient une volonté de brimer la population, de la dompter, de la soumettre, au terme de dix-huit mois de contestation, à une discipline sévère. Elles infantilisaient la population.

Retrouvez l'intégralité de la tribune de Philippe Pichot-Bravard à cette adresse :

<https://www.hommenouveau.fr/3217/tribune-libre/le-vrai-visage-du-liberalisme-republicain.htm>